

## **L'islam entre tradition et modernité : le rôle des femmes et des médias**

25 octobre 2004

***par Ismail Alaoui***

Chers amis,

Au départ on m'avait demandé d'aborder le problème de l'islam entre laïcité et modernité, ce qui m'a occasionné une certaine perplexité : Y aurait-il donc antinomie entre laïcité et modernité ? La laïcité n'est-elle pas un aspect de la modernité selon certains ?

Nous reviendrons sur le sujet, peut-être, puisqu'il y eut des tentatives de «sécularisation», de laïcisation dans des sociétés non modernes. Dans cet ordre d'idées, je me limiterai à un exemple qui vous paraîtra paradoxal ; celui de la Médine du temps du Prophète où Mohammed avait fait rédiger un texte connu sous le nom de la « Sahifa » dans lequel la « Oumma » c'est à dire la communauté (ou la nation même si la connotation peut paraître anachronique)était constituée de l'ensemble des habitants de « l'Etat » sans distinction de religion ou d'origine.

Puis le sujet a été modifié en : islam entre tradition et modernité :

Tout d'abord permettez-moi d'apporter quelques précisions : Il n'existe pas un Islam archétype, mais, en fait, des « islams » même si, bien sûr, les fondements de la foi restent immuables, comme prescrits dans le Coran. L'islam n'est pas un invariant. De nombreuses évolutions s'y sont produites, se produisent et se produiront en lui. En effet, il faut savoir que l'islam arabe est différent des islams indonésien ou indien ou chinois ou africain. Même dans l'aire dite arabe il est différent, par des nuances, d'un pays arabe, à un autre, chaque peuple et chaque société humaine ayant sa propre sédimentation culturelle et civilisatinnelle, sans rappeler son substrat initial.

D'autre part, nous savons qu'aux premiers siècles de l'apparition de l'islam, ou plus exactement, dès le 1er. Siècle, l'islam a connu une «fitna», une discorde, un schisme d'origine exclusivement politique qui a abouti au bout de quelques décennies à l'apparition de trois grandes écoles théologico-religieuses :

- 1) Le Sunnisme qui a regroupé la majorité des musulmans et qui la regroupe encore.
- 2) Le Chiisme qui a donné naissance à trois grandes branches :
  - a) les «duodécimains» présent en (Iran en partie et en Asie centrale)
  - b) des «septimains» dont sont issus les Ismaïliens et la dynastie des Fatimides fondateurs du Caire. C'est ce groupe des septimains qui a donné naissance à un groupe qui a eu son heure de gloire aux 9ème et 10ème siècles : Les Qarmates «communistes» ; mais aussi communistes qu'ont été « démocrates » Les Athéniens qui excluait les esclaves et les métèques de leur «démocratie». En effet, ces «qarmates» excluait de la gestion de leur «état», les esclaves qu'ils considéraient comme des biens meubles et non comme des êtres humains dans toute l'acceptation du mot.
  - c) Puis les «zaydites» installés surtout au Yemen.

3) Le Kharéjisme dont quelques ilots se retrouvent encore en Afrique du nord (dans la région du mzab Algérien et à l'île de Djerba en Tunisie) ainsi qu'à Oman.

Le Sunnisme, quant à lui, a enregistré l'éclosion d'une vingtaine d'écoles dont il ne reste plus que quatre :

- Le Malekisme qui domine au Maghreb, au Golfe et en Afrique au sud du Sahara.

- Le Hanbalisme répandu en Arabie centrale.

- Le Hanafisme qui prévaut en Asie centrale et au Proche Orient.

- Le Chafeisme qui prédomine en Egypte et en Extrême Orient, en Indonésie.

C'est vous dire que l'aire de l'Islam est un véritable patchwork, sans parler de l'Islam américain où cohabitent un islam noir avec certaines spécifications et l'islam des immigrés récents venus de la péninsule indienne ou des pays arabes.

Certes, ce patchwork est naturel, on le retrouve chez toutes les religions. Je ne vous apprend rien, l'exemple de la chrétienté est suffisamment éloquent à ce sujet.

Que signifie tous ces rappels ? Cela signifie :

1) Qu'il ne faut pas shématiser et voir dans le monde musulman un monde homogène car le faire c'est tomber dans le panneau de l'ignorance qu'utilisent actuellement les extrémistes de tous les bords.

2) Que l'islam étant une foi, il est caractérisé en plus de ce que nous venons de dire par le fait qu'il peut y avoir autant d'islams qu'il y a d'individus d'autant qu'il n'y a pas, souvent, de clergé en pays musulman exception faite de l'Islam chiïte duodécimain où les mollahs constituent de fait un clergé qui est même arrivé à imposer son pouvoir et sa prééminence grâce à la « wilayat el Faqih » c'est à dire le «pouvoir du jurisconsulte» donc des mollahs et autres ayatollahs.

3) Que le «patchwork» dont nous venons de parler est lui même « contaminé » mais aussi « fructifié » par la sédimentation civilisationnelle, culturelle, historique des peuples qui s'y inscrivent, car, au début, pour tous ces peuples qui vont des rivages de l'Atlantique jusqu'à la mer de la Sonde et de Pologne ou de Russie jusqu'à en Afrique Australe, l'Islam était, à un moment donné de leur histoire, manifestation de modernité et il a beaucoup apporté à tous ces peuples . Et là, nous en arrivons à la tradition.

Dans toute religion la tradition n'est pas nécessairement conforme à la lettre et à l'esprit du dogme ; mais le dogme l'a souvent acceptée et a composé avec elle, soit en lui trouvant des raisons de perdurer, et en l'intégrant, soit en fermant les yeux devant elle par crainte de connaître et de subir un réflexe de rejet de la part des populations. Ainsi en est-il pour la tradition de l'excision des filles dans certaines régions du monde musulman, en Afrique particulièrement.

Déjà l'Islam initial avait intégré des traditions de l'Arabie pré islamique : La plus importante et la plus manquante étant celle du pèlerinage de la Mecque : Le Haj. L'islam a cependant, intégré ces traditions en introduisant un concept qui – à mon humble avis- mériterait d'être approfondi et mis en valeur pour tout ce qui concerne la vie en société et l'interface religion-foi (l'Islam en l'occurrence) d'un côté et la vie sociale de l'autre : Ce concept est celui de « Ma'rouf ».Le mot « Ma'rouf » signifie « convention », « ce dont on convient », ce sur quoi les gens sont convenus, ce qu'on a donc défini et sur lequel on est « spontanément » d'accord, c'est à dire, en fin de compte l'usage.

Il est certain que ce mot- concept à l'instar d'autres mots, a connu un glissement sémantique au cours des quatorze siècles d'islam puisqu'en Egypte, aujourd'hui, par exemple il signifie « bienséance » ou « bienfait » et, à la limite, « aumone ».

Si ce concept «ma'rouf», (usage) qui est éminemment dynamique a permis d'intégrer la tradition, il peut permettre aussi de la changer puisqu' il est soumis à l'influence du monde, à l'évolution des structures économiques et sociales. Il suffit de voir combien les conventions vestimentaires changent sur moins d'une génération sans parler des changements de convention dues à l'évolution des techniques de communication en ce vingt et unième siècle !

Certes, il y a toujours un décalage sensible entre toutes ces évolutions d'une part et la transformation de «ce qui est convenu», du «ma'rouf» dans les faits d'autre part ; mais ce concept peut nous permettre d'arriver à la « sécularisation » et à un distinguo entre la religion qui est choix individuel et foi personnelle et l'organisation de la vie en société. Et cette attitude n'est pas foncièrement contraire au dogme islamique, d'autant plus que rien ne peut interdire d'avoir un référent religieux au niveau politique comme c'est le cas avec la Démocratie chrétienne , l'essentiel étant que personne ne se permette une instrumentalisation de la religion à des des fins politiques pour ne pas dire politiciennes .

Nous avons déjà parlé de cette fameuse «Sahifa», rédigée sur instruction du Prophète et qui distinguait entre « citoyenneté » et « religion » ; mais il y'a dans la pratique, tout au long des 15 siècles d'islam, deux données qui méritent réflexion dans cet ordre d'idée spécifique à la sécularisation de la société : C'est le sort des biens « waqf », c'est à dire des biens dits de « main-morte » et qui constituent un bien-fonds de la communauté musulmane dans son ensemble de la « Umma » ou de la «Jamâa» c'est à dire de «l'assemblée des musulmans». Et nous savons que le mot «ecclesia» signifie d'abord et avant tout «l'assemblée» des fidèles. L'Etat musulman n'a en effet théoriquement, aucun pouvoir sur la gestion de ces biens « waqf ». Il ne peut ni se les approprier ni décider de leur gestion directe et immédiate. Même chose concernant les recettes de la « Zakat » ou « aumone » prévue par le Coran : si l'Etat peut veiller à sa collecte, il n'y a aucun droit.

Ce sont deux rappels d'évidences qui peuvent ouvrir la voie à un réflexion sur la «sécularisation » des sociétés musulmanes.

Je crois aussi que ce concept de «ma'rouf» si l'on veut le méditer, nous permet d'entrer dans la « modernité ». Mais avant d'aborder le sujet de la « modernité », il est nécessaire d'insister sur le fait que toute tradition n'est pas à jeter aux orties. Le problème est en rapport avec le niveau de développement général de la société concernée, avec le degré de son évolution technique et technologique, le degré de la diffusion de la Connaissance et des connaissances en son sein. Il faut aussi se poser la question de savoir quels sont les types de rapports sociaux et des types d'organisation politique qui y prédominent . En d'autres termes, il faut se demander, donc sur quel « ma'rouf » les membres de cette société se sont-ils convenus et mis d'accord ?

Une fois cette réflexion entamée, nous en arrivons à la « modernité », Je voudrais, tout d'abord, préciser que la « modernité », en ce 21ème siècle, est fille de certaines sociétés où ont prévalu les principes de la Philosophie des lumières, où l'expérience de leurs peuples (leur ma'rouf ) a abouti à quelque chose qui trouve ses racines tout à la fois dans l'Athènes des Vème et IVème siècles, avant JC, dans la Magna Carta du royaume d'Angleterre, ou le refus suisse de la domination Habsbourg au 13ème siècle

mais aussi dans les tragédies collectives et individuelles vécues par la Grande Bretagne au 17ème siècle, par les Etats-Unis à la fin du 18ème siècle, par la France avec la Révolution de 1789 et par toutes celles qu'a connues l'Europe tout au long du 19ème siècle ; sans oublier, néanmoins, que ces révolutions, ces tragédies ont abouti à des libérations, et permis des avancées formidables dans le domaine de la réflexion philosophique et sur les plans politique, technique, scientifique et social. Cette « modernité » au 21ème siècle n'a donc pas été un long fleuve tranquille, mais elle fut, pour les sociétés occidentales, auto générée.

Des sociétés musulmanes quant à elle n'ont pas vécu cette histoire. Elles ont été depuis deux siècles confrontées à une série de problèmes dans le cadre de leur évolution et leur insertion dans la modernité, car cette dernière ne fut pas fille utérine de leur histoire. Elle n'a pas vu le jour sans intervention étrangère.

On peut dater, si l'histoire permet le schématisme, le début de cette situation avec l'expédition de Bonaparte en Egypte, à l'extrême fin du 18ème siècle.

En effet et malheureusement, cet événement, l'expédition d'Egypte, qui a permis avec d'autres d'accélérer le développement de l'Europe et des connaissances, a fait que l'intégration de la modernité par les sociétés musulmanes, s'est faite, dès le départ, non pas par leur seule évolution interne mais aussi et, le plus souvent, surtout, par des interventions étrangères, violentes à des degrés divers : Colonialisme et occupation, exploitation directe ou indirecte de richesses nationales ; guerres d'agression dont la dernière en date, celles de l'Iraq occupe le devant de la scène depuis maintenant plus d'un an avec son cortège d'horreurs, de massacres et de misère, sans rappeler le drame du peuple palestinien.

Pire, cette intrusion violente des représentants de la modernité moderne (pour parler rapidement et de manière abrupte) dans l'évolution des sociétés musulmanes, si elle met au devant la nécessité de l'insertion dans le monde moderne, l'adoption de ses valeurs les plus progressistes et les plus belles, provoque en même temps des réactions de rejet, des réactions de retour identitaire avec des replis sur soi, quelque fois primaires allant jusqu'au rejet pur et simple (illusoire rejet certes mais rejet réel) de tout ce qui peut être catalogué comme venant de l'Autre.

Pire encore, certains passent, du rejet de tout ce qui peut venir de l'Autre à l'agression de l'Autre, en utilisant quelque fois ( et c'est là un paradoxe qui mérite réflexion) les armes de l'Autre, les plus sophistiquées (informatique, science balistique sciences chimiques etc ...) C'est dire que certains aspects de la modernité sont présents, même si c'est sur une base négative !

Il est certain que, dans cet ordre d'idée, les extrêmes se rejoignent : Au fondamentalisme des néo-conservateurs américains ou des extrémistes sionistes et des gouvernements qui optent pour leur idéologie se concrétisant par la guerre, l'occupation et le mépris de l'Autre, répond le fondamentalisme des occupés, des humiliés et, en définitive, une barbarie, équivalente.

C'est dans ce cadre général que se pose, dans nos sociétés musulmanes contemporaines, le problème de la modernité et de la laïcité ainsi que le rôle que peuvent y jouer les femmes et les médias.

Mais auparavant, que peut-on entendre par « modernité » ?

La «modernité», comme nous l'imaginons, est, avant tout et après tout, un système de valeurs et de comportements consistant, entre autres, à respecter la personne humaine en tant qu'individu, à préserver sa dignité à tous les niveaux aussi bien matériel que moral et spirituel. Pour ce faire en ce vingt et unième siècle, il faut, particulièrement dans nos pays arabes et dans les pays musulmans, que l'homme soit doté d'une formation lui permettant d'avoir, d'abord, un esprit critique, c'est à dire un esprit qui refuse la soumission aux « arguments d'autorités », qui rejette tout présupposé, dans le respect de sa foi et de sa propre personnalité. C'est ce qu'essaient de faire un certain nombre de penseurs musulmans actuellement, aussi bien dans l'aire sunnite que dans l'aire chiite, en renouant avec certains précurseurs du début du siècle précédant comme Ali Abdarazeq ou Mohamed Khalafallah ou même avec des philosophes de l'Age d'or de la civilisation arabe et musulmane comme Averroes ou Tawhidi ou El Hamiri.

La « modernité » n'est pas de s'habiller d'oripeaux occidentaux ni de singer des comportements stéréotypés ou d'adopter des innovations venues d'ailleurs en reniant ses propres racines et origines. La « modernité » est aussi autre chose que l'appropriation de techniques et de compétences créées par autrui.

Elle est, de notre point de vue un mixage entre ce que peut représenter le patrimoine (riche en l'occurrence) civilisatinnel et culturel et ce qui est nouveau, le tout avec un esprit critique, vigilant et clairvoyant.

Cette intégration de la modernité doit se faire selon les spécificités de chaque peuple, spécificités culturelles mais aussi sociales.

Il serait vain et dangereux à vouloir brûler les étapes; mais cette exigence de prise en compte des réalités objectives ne doit en aucun cas se muer en conservatisme ou en myopie politique. Quand l'occasion se présente il faut forcer le destin ; mais pas trop n'en faut ! Ce qui exige une lucidité et une vigilance politiques de tous les instants.

Par conséquent la modernité qui viendrait dans les fourgons de l'occupant ou qui serait imposée par un hégémonisme activiste quelconque, est vouée à l'échec, car elle serait considérée comme un corps étranger.

Ces derniers temps un grand débat s'est ouvert en Europe, en général, et en France tout particulièrement sur le sujet de la « laïcité ».

Beaucoup qui confondent « modernité » et « laïcité » estiment que tant que le pays musulmans n'auront pas opté pour la « laïcité » ils resteront retardataires.

Déjà au début de cet exposé nous avons rappelé que « laïcité » ne signifie pas nécessairement « modernité » en ce vingt et unième siècle et qu'il y'a, dans l'islam, des prémisses de laïcité (« Safiha » de Médine – Séparation entre le trésor Public et les rentrées de la Zakat – Distinguo entre la gestion des affaires publiques générales et la gestion des biens waqf ou Habous). Faut-il rappeler aussi le fait que l'islam n'a jamais recommandé un type de gouvernement précis, insistant par contre sur le principe de « Shoura », de consultation, qui pourrait être considéré comme les prémisses d'une démocratie politique. A contrario la Turquie Kémaliste qui dès la fin de la deuxième décennies du vingtième siècle a annoncé sa « laïcité » est restée par beaucoup d'aspects de sa vie nationale, loin de la « modernité » tel que nous la concevons de nos jours.

En outre il est nécessaire, de notre point de vue, d'établir une distinction entre une «

laïcité » à la française et une « sécularisation » des institutions et de la pratique de la vie des sociétés c'est à dire leur « ma'rouf ».

En effet la « sécularisation » s'est faite et se fait en Europe et peut-être ailleurs, par une érosion graduelle du « cléricalisme » particulièrement dans les pays qui, au contraire de la majorité des pays d'islam ont un clergé. Ainsi encore de nos jours, en Italie, si je m'abuse, il existe un concordat entre l'Etat et l'Eglise, en Allemagne, particulièrement en Bavière, la justice est rendue sous le Crucifix, au Royaume Uni la Reine est qualifiée de « défenseur de la foi » et est chef de l'Eglise anglicane. Ceci sans parler de ce qui se passe en Pologne, aux Etats-Unis, en Russie ou en Israel pour ne citer que ces pays et sans trop insister sur le débat engagé sur la nécessité ou non de faire référence, dans la prochaine constitution de l'Europe, aux valeurs chrétiennes. C'est dire que la « ma'rouf » est difficile et lent à modifier, à changer et à faire évoluer. C'est que ce fameux « ma'rouf » est fonction tout à la fois du développement économique, de la diffusion de la connaissance parmi les membres de la société, du degré de démocratie et de l'évolution des rapports sociaux de production, sans oublier le poids et l'inertie des structures mentales. Le cas extrême de ce phénomène peut être pris dans les états du pays le plus avancé technologiquement, des Etats-Unis, qui interdisent l'enseignement des lois de l'évolution à leurs élèves et donc à leurs citoyens.

Tout cela signifie que le problème de la lutte entre tradition et modernité n'est pas spécifique à l'islam et que le triomphe de la modernité est fonction de très nombreux facteurs.

Qu'en est-il chez nous au Maroc ?

Il est nécessaire tout d'abord de rappeler que le Maroc, du fait d'une série de facteurs, a pu, au cours de la dernière décennie du siècle et encore maintenant, engager une série de réformes vers plus de modernité. Il est parmi les pays musulmans l'un où la démocratie représentative est la plus développée et où les droits humains, sur le plan politique, sont les mieux protégés ; il a pu aussi malgré les difficultés, établir un « code de la famille » qui réhabilite le rôle et la place de la femme, en tant que citoyenne, qu'épouse et mère.

Cependant si le Maroc a pu réaliser de grandes avancées vers la modernité, il reste en butte à graves handicaps qui fragilisent ses acquis. Il reste un pays dont les richesses sont insuffisantes pour répondre à toutes les attentes d'une population à forte pression démographique : le nombre des habitants (plus de 30 millions aujourd'hui) ne se stabilisera que lors de la deuxième décennie de ce siècle. Près de 45% de la population totale est encore analphabète et près de 20% vivent au dessous du seuil de pauvreté tel que défini par les institutions internationales. L'exode rural qui est à l'origine d'une déstructuration de la vie sociale traditionnelle des nouveaux arrivés dans les villes dont il fait une proie facile pour toutes les forces réactionnaires et identitaristes, reste très fort.. L'appareil de production et les structures de production sont incapables d'absorber tous les bras et les cerveaux qui arrivent sur le marché du travail ce qui fait que le chômage est élevé.

Tous ces facteurs réunis mettent en péril les acquis et obligent à une vigilance de tous les instants.

Et c'est à ce niveau qu'interviennent les forces de progrès et les luttes engagées avec elles par les femmes et les médias pour plus de modernité.

Les femmes marocaines regroupées dans les partis progressistes, les associations

comme l'Association Démocratiques des femmes du Maroc (ADFM) et d'autres organisations sociales non gouvernementales, mènent des batailles multiples pour le respect de leur dignité, pour l'égalité et l'application des lois obtenues après d'après luttes.

Brimées pendant des siècles par un « ma'rouf » machiste et phallocratique, les femmes marocaines (en tous les cas les plus conscientes parmi elles) mènent aujourd'hui un combat de tous les jours pour imposer toujours plus d'équité et de justice pour la moitié de la population de notre pays, toutes classes et catégories sociales confondues.

Elles trouvent, dans les mass-médias et particulièrement dans la presse des partis progressistes et démocratiques mais aussi dans une grande partie de la presse dite indépendante, un soutien sans faille.

Elles restent cependant en butte aux mêmes handicaps que nous avons mentionnés plus haut : Phallocratisme sinon «phallo crétinisme» ambiant, domination idéologique des tenants des soi-disants « arguments d'autorité » religieux, ignorance et quand il n'y a pas ignorance totale le niveau de connaissance de la majorité de ceux qui savent lire et écrire reste médiocre.

Quant aux médias de progrès, leur action reste primordiale dans la lutte pour plus de modernité, plus de démocratie, plus de respect des droits humains, plus de dignité pour tous. Elles jouent un rôle fondamental dans la démythification des traditions et remplissent un rôle de pédagogie de première importance. Même par les excès d'une certaine presse dite indépendante et son insatisfaction chronique, les médias ont un rôle de stimulation de la réflexion et d'aiguillon des élites politiques, obligeant ces dernières à une vigilance constante dans leur combat pour la démocratisation toujours plus grande de la vie publique, pour la défense et l'élargissement des droits humains et pour une plus grande justice sociale.

En conclusion, chers amis, et pour nous résumer, il faut éviter de considérer que l'islam est un monolithe ou une religion du passé. Il faut éviter tout schématisme et ne pas faire preuve d'ignorance ce qui ne fera que l'affaire des extrémistes de tous bords mais plutôt faire preuve d'empathie et comprendre que toute tradition n'est pas à jeter aux orties. Au contraire dans certaines traditions on peut trouver des éléments qui favoriseraient une marche volontaire vers plus de modernité.

La modernité qui est la résultante d'une série de facteurs d'ordre multiple : économiques, sociaux et culturels en mouvement, doit être un effort sur soi, un effort interne propre à chaque société. Elle ne peut en aucun cas être imposée par la force.

Les femmes qui ont eu maille à partir plus que quiconque d'un « ma'rouf » dépassé, peuvent par leur combat nous faire avancer encore plus dans le chemin du progrès, de la démocratie et de la modernité, vérifiant ainsi les paroles du poète Louis Aragon qui a dit : « La femme est l'avenir de l'homme ».

Quant aux médias, leur rôle est incontournable. Il prendra encore plus d'importance avec l'expansion de la connaissance, la lutte contre l'ignorance et l'analphabétisme et la promotion du niveau culturel et social des citoyens des pays musulmans.